

Analyse des fondements théoriques de la sécurité alimentaire

Analysis of the theoretical foundations of food security

Diallo Fousseny

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali.
Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES).
foussenydiallo1989@gmail.com

CAMARA Mamadou

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali.
Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES).
mamadouc94@yahoo.fr

KONDO Hawa

Université des lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali.
Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES).
hawa.kondo41@yahoo.com

Date de soumission : 29/04/2022

Date d'acceptation : 10/11/2022

Pour citer cet article :

DIALLO.F & AL. (2022) « Analyse des fondements théoriques de la sécurité alimentaire », Revue Française d'Économie et de Gestion. « Volume 3 : Numéro 11 » pp : 363 - .385.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objet de cet article est d'étudier l'évolution de la sécurité alimentaire dans la théorie économique. Cette évolution apparaît d'une part dans les composantes de la sécurité alimentaire et, d'autre part, dans ses objectifs. Il ressort de cette étude que la sécurité alimentaire mondiale est pour tous celle la plus importante parmi entre autres : la protection des biens publics mondiaux, la paix mondiale, la lutte contre le terrorisme et la limitation des migrations des citoyens des pays pauvres vers ceux du nord. Garantir une sécurité alimentaire durable contribue au bien-être de tous et par ricochet à l'amélioration du bien-être social au sens de Pareto. Selon la Déclaration des droits de l'Homme en 1948, la sécurité alimentaire est un droit humain fondamental. A cet effet, dans son article 25, elle reconnaît que tout le monde a droit à l'alimentation, l'habillement, le logement pour assurer sa santé et son bien-être. Nous avons atteint l'objectif de cet article à partir d'une analyse de la littérature existante.

Mots clés : Sécurité alimentaire ; Politiques pour le développement ; changement ; vulnérabilité ; théories économiques.

Abstract

The purpose of this article is to study the evolution of food security in economic theory. This evolution can be seen both in the components of food security and in its objectives. The study shows that global food security is the most important for everyone, among others: the protection of global public goods, world peace, the fight against terrorism and the limitation of migration of citizens from poor countries to the North. Ensuring sustainable food security contributes to the well-being of all and thus to the improvement of social well-being in the Pareto sense. According to the 1948 Declaration of Human Rights, food security is a basic human right. To this end, in its Article 25, it recognises that everyone has the right to food, clothing and housing to ensure their health and well-being. We have achieved the objective of this article through a review of the existing literature.

Keywords: Food security ; policies for development ; change ; vulnerability ; economic theories.

Code JLE : E 25, O 11, N 57.

Introduction

Notre travail est parti de la Théorie de Balandier (1997, 225) qui analyse l'évolution d'une société. Pour lui, la société se reproduit continuellement et chaque personne agit sur son environnement et contribue ainsi au renouvellement celle-ci. Ce sont l'agencement vulnérable et problématique des systèmes de relation gouvernant l'activité collective, l'ordre et le désordre qui y sont ensemble. Les sociétés actuelles sont le résultat d'une longue évolution millénaire qui remonte jusqu'aux origines de l'humanité. Dans cette conception, la notion du progrès est redéfinie. Il n'est plus continu ni linéaire. Il y'a des éléments dynamiques à l'intérieur de chaque société. À cet effet, le développement n'est que le travail des éléments dynamiques qui existent à l'intérieur de la société concernée, ce que Balandier en 1971 appelle « dynamique du dedans » qui est un facteur endogène. Cependant, les éléments qui viennent de l'extérieur, peuvent modifier, ralentir ou étouffer les forces internes, c'est « la dynamique du dehors » selon lui influencées par les facteurs exogènes. Pour Balandier, il faut considérer trois postulats :

- les sociétés inscrites dans la dépendance sont influencées par leurs rapports avec les sociétés qui leurs sont externe et cela au niveau de leur structure sociales, politiques, culturelles et économiques ;
- les sociétés doivent par conséquent être analysées après repérage du « dynamisme du dedans » et leur « dynamisme du dehors » ;
- les sociétés doivent aussi prendre en comptes les interrelations de ces dynamiques.

À partir de la théorie de la dynamique sociale, nous chercherons à comprendre les dynamiques de la sécurité alimentaire dans le temps sous différentes facettes. Voyé (2008), souligne avec (Balandier, 1977, 233) qu'« il n'existe pas de sociétés achevées, elles sont toutes en voie de se faire, elles portent constamment en elles le débat et l'incertitude et elles sont toutes ouvertes à l'évènement et aux impulsions qui les lancent dans l'histoire ». Nous admettons avec Balandier (1977), que les sociétés sont, traversées par les pratiques des acteurs qui, loin d'être en tous points conformes, conduisent des stratégies, rusent, manipulent et contestent.

Pour ce papier, notre approche méthodologique est basée sur une revue documentaire, l'exploitation et l'analyse des travaux composés d'articles, de thèses, de rapports des institutions spécialisés comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) etc. Quatre questions constituent le fil conducteur de l'article : comment le

concept de la sécurité alimentaire a-t-il évolué dans le temps et dans l'espace ? Avec quels objectifs ? Quels sont ses niveaux d'analyse ? Et comment la théorie économique l'a abordé ? Pour y répondre, cet article est réalisé à travers un cheminement théorique. Il comporte cinq paragraphes. Le premier paragraphe porte sur la revue de littérature. Dans le deuxième paragraphe, nous passons en revue les discussions théoriques sur la sécurité alimentaire. Ainsi, le troisième paragraphe analyse son évolution. Dans le quatrième paragraphe, nous procédons à l'analyse de la vulnérabilité et les niveaux d'analyse de la sécurité alimentaire. Enfin, le cinquième paragraphe, analyse les théories économiques de la sécurité alimentaire.

1. Sécurité alimentaire : Une rapide revue de littérature

La définition actuelle de la sécurité alimentaire fait apparaître clairement le caractère multidimensionnel du concept, qui se décline aussi bien quantitativement que qualitativement selon quatre aspects : la disponibilité alimentaire, l'accessibilité alimentaire, la stabilité alimentaire et l'utilisation alimentaire. Cette définition explique les différentes dimensions de la sécurité alimentaire telle qu'elle est comprise de nos jours, ainsi que les variables qui l'affectent. La disponibilité alimentaire représente l'offre alimentaire. Elle peut être de trois types notamment la production alimentaire domestique ; les importations des produits alimentaires et l'aide alimentaire. À cet effet, l'offre alimentaire totale est égale à la somme des trois éléments cités ci-dessus diminuée des exportations des produits alimentaires. L'offre alimentaire d'un pays est généralement instable, du fait de l'instabilité de la production agricole ; (Azoulay et Dillon, 1993).

L'accès physique et économique de tout le monde aux aliments disponibles se réfère à la capacité physique et économique de tous les individus à satisfaire leurs besoins alimentaires par le recours au marché pendant une période donnée. Cette partie des besoins est la différence entre les besoins globaux et l'autoconsommation. Cette dimension (accessibilité alimentaire) de la sécurité alimentaire exprime le lien direct entre la sécurité alimentaire et la question de la pauvreté. Donc, la capacité d'un individu à satisfaire ses besoins alimentaires de façon régulière dépend de la disponibilité des biens alimentaires et de la stabilité de ces aliments, de son revenu monétaire et de sa possibilité d'accéder aux marchés.

La dimension accessibilité a deux problèmes principaux notamment un problème d'accès économique et un problème d'accès physique. L'accès est dit économique, lorsque les denrées alimentaires sont disponibles sur le marché mais ne sont pas accessibles à tous les individus parce que beaucoup n'ont pas les moyens économiques nécessaires pour les acheter. L'accès est dit physique ou matériel lorsque qu'il est régulier et à temps voulu aux lieux d'échange. Cet

accès peut être difficile en raison de la dispersion géographique de la production, de l'état défectueux des routes et du manque de moyens de transports. Le manque des filières de distribution et de commercialisation des biens alimentaires contribuent à ces difficultés d'accès. La stabilité alimentaire signifie la régularité spatio-temporelle de la disponibilité alimentaire. Cette stabilité peut être menacée par un ensemble de facteurs tant internes qu'externe à savoir : l'instabilité de la production domestique (insécurité, aléas climatique etc.), la déficience des infrastructures de stockage et de systèmes domestiques de commercialisation, les fluctuations interannuelles et interrégionales des prix, les fluctuations cycliques de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux.

L'utilisation alimentaire est la façon dont les individus utilisent les aliments et dépend de la qualité de ces derniers, de leur stockage et de leur préparation, des principes nutritionnels de base ainsi que de l'état de santé des individus les consommant selon Mushagalusa en 2009. La sécurité alimentaire est différente de la faim qui est définie par l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme un état dans lequel "toute personne a accès à tout moment à une nourriture suffisante, saine et nutritive pour mener une vie active et saine". Nous convenons avec Sidibé et Camara (2021, 174), que « les concepts relatifs à la sécurité alimentaire ont évolué au cours des trente dernières années parallèlement à l'évolution de la pensée politique officielle (Heidhues et al., 2004 ; FAO, 2004a et 2012b; Clay, 2012 ; Diagne, 2013) ».

À l'inverse, l'insécurité alimentaire indique l'incertitude de l'accès à une alimentation suffisante et appropriée (Barrett, 2002). L'insécurité alimentaire incarne donc intrinsèquement une condition ex ante, avec des états tels que la faim, la malnutrition et les concepts ex post liés à la sous-alimentation. Maxwell (1996, 159) saisit cette notion en élargissant la définition de la sécurité alimentaire à une condition, dans laquelle "les systèmes alimentaires fonctionnent de manière à éliminer la crainte des gens qu'il n'y ait pas assez à manger". La sécurité alimentaire, a-t-il souligné, "ne sera atteinte que lorsque les pauvres et les vulnérables auront un accès sûr à la nourriture qu'ils souhaitent". Comme l'impliquent les définitions ci-dessus, la sécurité alimentaire repose officiellement sur quatre piliers : la disponibilité alimentaire, l'accessibilité alimentaire, l'utilisation alimentaire et la stabilité alimentaire quant à l'avenir selon l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2013.

Un Etat a l'obligation morale de mobiliser les moyens indispensables pour assurer et garantir les conditions de réalisation de la sécurité alimentaire au niveau national, régional et local. Une population, un ménage ou une personne a droit à un accès permanent à une nourriture adéquate

pour son bien-être. Ce droit à l'accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains par exemple, une crise économique ou climatique ou par des événements cycliques par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière.

2. Discussions théoriques sur la sécurité alimentaire

L'analyse théorique de concept de sécurité alimentaire nécessite la prise en compte de l'ensemble des facteurs. Nous admettons avec Sidibé et Camara (2021, 175) que dans l'analyse de l'utilisation alimentaire, « il faut souligner le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques de la personne. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire. L'un des aspects les plus fondamentaux est la stabilité malgré la conjoncture et les aléas ». La sécurité alimentaire est atteinte lorsque tout a un accès permanent à une nourriture adéquate.

L'homme mange et boit chaque jour : l'**Alimentation** est donc un élément indispensable à la vie. Elle est l'une des clés fondamentales de la santé. L'alimentation devient alors comme une réponse à la faim. En effet, **la faim** est un vif besoin de manger rendu possible par des contractions de l'estomac vide. Quand les apports fournis par l'alimentation ne sont pas adaptés aux besoins de l'organisme, on parle de malnutrition. **La malnutrition** est donc un déséquilibre alimentaire. Lorsque les ressources alimentaires sont insuffisantes pour couvrir les besoins alimentaires, on parle de sous-alimentation.

D'après la FAO (2004a), le terme "**Sous-alimentation**" est la situation des personnes dont l'apport énergétique alimentaire est régulièrement inférieur au besoin énergétique alimentaire minimal pour mener une vie saine, active et pratiquer une activité physique modérée. En effet, la malnutrition et la sous-alimentation proviennent de l'insécurité alimentaire. Il y'a l'**insécurité alimentaire** quand les apports alimentaires sont insuffisants pour survivre mais aussi très déséquilibrés par rapport aux besoins du corps humain c'est-à-dire qu'il manque des nutriments essentiels à la santé. Une importante et longue sécheresse ou une guerre peut provoquer une situation de sous-alimentation grave. Quand cette situation se prolonge et qu'il n'y a plus rien à manger, on parle alors de famine. En effet, **la famine** est un manque total d'aliments dans une région pendant une certaine période donnée. Selon Amartya SEN, la cause principale de la famine dans le monde est la pauvreté.

Beaucoup de personnes n'ont pas de quoi se nourrir dans le monde et l'aide alimentaire est utilisée comme solutions à ce type de problème. L'**aide alimentaire** représente la distribution de la nourriture aux populations en situation de vulnérabilité. À cet effet, elle devient une

nécessité d'urgence qui peut avoir des effets négatifs à long terme. Comme le disait Kushi (2008) « les pays du tiers-monde ne sont pas capables de nourrir leurs populations » Cette assertion explique bien la notion de **dépendance alimentaire** dont ces pays font objet. Cette dépendance est favorable aux pays riches à telle enseigne qu'ils en font même une arme appelée **l'arme alimentaire**. C'est ainsi John Block, ministre de l'agriculture du gouvernement de Reagan disait « l'arme alimentaire est la plus importante dont nous disposons actuellement pour maintenir la paix dans le monde ».

Pourtant chaque population a **droit à l'alimentation** : le droit à l'alimentation est un droit des populations à disposer à tout moment de nourriture saine en quantité suffisante et en qualité. Mais comme tout droit appelle à un devoir, ce droit des populations appelle à un devoir de l'Etat à mettre en œuvre des politiques en vue de satisfaire sa population en matière d'alimentation. Ce devoir des Etats découle de la **souveraineté alimentaire**. Selon Campesina (1996), « **La souveraineté alimentaire** est le droit des populations, de leurs Etats ou unions à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers ». Au début des indépendances, il y avait eu la première génération des politiques agricoles qui avait pour objectif principal **l'autosuffisance alimentaire**. Mais au-delà d'être autosuffisant sur le plan de l'alimentation, l'Etat doit assurer à sa population une certaine **sécurité alimentaire**. Selon Clay (2003), le concept de sécurité alimentaire est apparu pour la première fois pendant la crise mondiale dans les années 1970.

3. Evolution du concept de la sécurité alimentaire

Le concept de sécurité alimentaire a significativement évolué au fil du temps. Barrett (2002), Bohle et al. (1994), Gonzalez (2004) et Pinstруп-Andersen (2009) ont tous décrit l'évolution du terme sur trois générations. À l'origine, l'expression "sécurité alimentaire" était utilisée pour désigner une disponibilité alimentaire nationale suffisante, c'est-à-dire pour savoir si un pays avait accès à suffisamment de nourriture pour nourrir l'ensemble de sa population (Pinstруп-Andersen, 2009). Par conséquent, l'accent dans ce concept était mis sur l'augmentation et la stabilisation de la production alimentaire nationale, mais plus tard il est passé au concept de souveraineté alimentaire nationale, c'est-à-dire la capacité d'un pays à acheter suffisamment de nourriture pour tous ses citoyens.

Dans les années 1980, Amartya Sen a fait passer l'attention du côté de l'offre de la chaîne alimentaire mondiale au côté de la demande, déclenchant ainsi un changement majeur dans la perception largement reconnue de la sécurité alimentaire. Soulignant le fait que, depuis les années 1970, la production alimentaire mondiale a dépassé la demande alimentaire mondiale,

Sen (1982) a fait valoir que l'insécurité alimentaire ne pouvait plus être imputée à la pénurie alimentaire, mais plutôt à l'incapacité des gens à commander des aliments en utilisant les moyens légaux disponibles (Bohle et al., 1994). De cette manière, Sen a transformé le débat sur la sécurité alimentaire, qui était fondé sur la pénurie, en un débat qui "met l'accent sur les institutions politiques, économiques et juridiques qui déterminent la manière dont la nourriture disponible est distribuée" (Sen, 1982, 429).

En ce qui concerne le changement de vision de la troisième génération sur la sécurité alimentaire, les chercheurs divergent d'opinion quant à sa nature. D'un côté, Pinstrup-Andersen (2009) soutient que le changement est représenté par une focalisation accrue non seulement sur l'accès à la nourriture mais aussi sur le type et la qualité des aliments auxquels ils ont accès. D'autre part, Barrett (2002) a considéré le changement de perception de la sécurité alimentaire de la troisième génération comme une incorporation des aspects psychologiques du phénomène plutôt qu'une évolution vers la prise en compte de la valeur nutritionnelle des aliments. Il s'est référé à Chambers (1989), qui a identifié deux dimensions clés de l'insécurité alimentaire qui sont : un côté externe de risques, de chocs et de stress et un côté interne de vulnérabilité et de manque de mécanismes d'adaptation.

Les quatre aspects de la sécurité alimentaire reconnus officiellement sont la disponibilité alimentaire, l'accessibilité alimentaire, l'utilisation alimentaire et la stabilité alimentaire. La dernière dimension, psychologique, qui peut être comprise soit comme la stabilité des conditions politiques et économiques d'un pays liées à l'alimentation, soit comme l'anxiété (ou plutôt l'absence d'anxiété) de la population quant à la quantité et à la qualité des aliments disponibles à l'avenir, n'a été intégrée à la définition officielle de la sécurité alimentaire de la FAO qu'en 2013.

La FAO a défini l'objectif de la sécurité alimentaire comme étant d'assurer à tous les êtres humains l'accès physique et économique aux aliments de base dont ils ont besoin. Cela rejoint la définition adoptée lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996 (FAO, 1996) qui combine ainsi les objectifs quantitatifs, d'universalité et de qualité autour de « quatre piliers » qui font toujours référence : disponibilité, accessibilité, stabilité et utilisation (Maxwell et Slater, 2003). Cette définition est clairement énoncée en termes de sécurité alimentaire pour chaque individu, et on peut affirmer que c'est la plus significative, voire la seule, diraient certains, de la sécurité alimentaire.

La définition de la sécurité alimentaire des ménages acceptée par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale affine cette définition comme suit : "accès physique et économique à une

alimentation adéquate pour tous les membres du ménage, sans risque excessif de perdre cet accès". Ceci introduit le concept de vulnérabilité. Dans sa dimension générale, la Sécurité Alimentaire consiste, d'une part, à rentabiliser les productions agricoles non alimentaires (coton, bois, etc.) afin que ces producteurs ruraux en retirent un revenu financier leur permettant d'acquérir les aliments qu'ils ne produisent pas et, d'autre part, à promouvoir les conditions adéquates pour que les populations urbaines des secteurs économiques secondaire (industrie) et tertiaire (commerce & services) constituent une authentique demande solvable afin de pouvoir acquérir les aliments nécessaires pour se nourrir.

4. Vulnérabilité et niveaux d'analyse de la sécurité alimentaire

Pour comprendre l'insécurité alimentaire, nous identifions les groupes vulnérables et examinons les différents niveaux d'analyse de la sécurité alimentaire.

4.1. De la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

Le terme vulnérabilité comporte trois dimensions et quatre niveaux (FEWS ; 1988 et 1991).

4.1.1. Dimensions de la vulnérabilité

La vulnérabilité est relative, son niveau varie pour chaque individu, en fonction du temps et de sa situation sociale et économique. Mais un seuil de vulnérabilité peut être déterminé à un moment donné, afin de fournir le signal nécessaire à la mise en œuvre des mesures de sauvegarde. La vulnérabilité implique (à l'inverse de la simple sensibilité à certains phénomènes) des effets négatifs sur les individus concernés. Celle des individus est une conséquence d'un certain nombre de facteurs et peut être à son tour à l'origine de la situation d'insécurité alimentaire.

La vulnérabilité d'un individu à certains phénomènes traduit la réceptivité de cet individu à un certain nombre de facteurs susceptibles de provoquer des effets négatifs. Mais, ces effets négatifs peuvent se produire ou non. Donc, selon Chambers en 1989, la vulnérabilité est une situation d'exposition à des facteurs de risque mais aussi la difficulté de faire face à la situation, l'incapacité de se défendre. Par là même, un individu peut être considéré comme vulnérable, s'il subit la combinaison des deux éléments précédents.

Les groupes vulnérables sont des groupes dont la situation économique, sociale, géographique etc., est particulièrement sensible à toute modification de leur environnement et en particulier à tout choc économique. Ces groupes vulnérables sont en situation de ne pas avoir accès aux denrées alimentaires nécessaires à la satisfaction de leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Dans toute population, certaines personnes sont plus exposées que d'autres aux risques nutritionnels, en particulier à la malnutrition protéino-calorique. C'est le cas des enfants de moins de 3 ans, des groupes traversant certaines étapes physiologiques comme les femmes enceintes et allaitantes et des groupes en situation de vulnérabilité pour des raisons climatiques notamment la sécheresse, l'inondation, les tremblements de terre ou des groupes sociaux défavorisés tels que les réfugiés, les migrants, les habitants des bidonvilles etc.

Les groupes vulnérables vivent ou sont susceptibles de vivre des situations de crise alimentaire caractérisées par un manque de disponibilités ou une incapacité d'accéder à des disponibilités existantes.

Plus précisément, la vulnérabilité résulte de la mesure d'un ensemble de facteurs sous-jacents qui se combinent pour mettre en situation d'insécurité alimentaire un groupe de population ou une zone géographique donnée. Par exemple, un groupe, de population qui exploite des terres dégradées ou la pression foncière est croissante constitue un groupe vulnérable.

4.1.2. Niveaux d'analyse de la vulnérabilité

La décomposition en différents niveaux de la vulnérabilité a pour objectif de préciser le niveau d'intervention requis dans le cadre d'un système d'alerte précoce. Alors quatre niveaux sont distingués :

- une vulnérabilité faible impliquant une surveillance régulière ;
- une vulnérabilité modérée impliquant un suivi régulier et ciblé ;
- une vulnérabilité extrême impliquant la mise en place immédiate de mesures de l'aide ;
- la famine, trop tardive pour des mesures préventives, impliquant des mesures pour limiter ses effets.

Tableau N° 1: Facteurs et effets de la vulnérabilité aux différents niveaux d'analyse de la sécurité alimentaire

Vulnérabilité = Risque d'exposition		Vulnérabilité = Risque d'effets négatifs	
FACTEURS de vulnérabilité	NIVEAU D'ANALYSE de la sécurité alimentaire	EFFETS Négatifs de la vulnérabilité	
<ul style="list-style-type: none"> - Bilan alimentaire national (prod, stocks,imports) - Facteurs géographiques (dotations en ressources, facteurs agroclimatiques ...) - Facteurs institutionnels (Infrastructures,marchés, alerte rapide, secours..) - Facteurs démographiques (croissance, repartition...) 	NATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts économiques (importation, aide ...) - Dépendance - Instabilité économique et sociale 	
<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de revenu et de pouvoir d'achat (droits à la nourriture) - Facteurs culturels (Impacts sur productions, pratiques agricoles, régimes alimentaires...) 	MENAGES	Réduction des capacités de production (travail, épargne, investissement)	
<ul style="list-style-type: none"> - Statut social - Statut sanitaire - Comportement nutritionnel 	INDIVIDUEL	<ul style="list-style-type: none"> - Morbidité (fréquence des maladies infantiles, des maladies transmissibles ...) - Distribution de la malnutrition - Mortalité 	

Source : FEWS ;1991

4.2. Différents niveaux d'analyse de la sécurité alimentaire

Il est parfois utile, en particulier lors des discussions sur les options de politique économique nationale, de définir la sécurité alimentaire, ou plus généralement l'insécurité alimentaire, à d'autres niveaux tels que le niveau national ou régional, le niveau des ménages et le niveau individuel. La sécurité alimentaire au niveau national est peut-être mieux décrite comme un équilibre satisfaisant entre la demande alimentaire et l'offre alimentaire à des prix raisonnables. Cela peut sembler une définition assez vague, mais elle vise à indiquer une situation où il n'y a pas eu de bouleversements majeurs sur les marchés alimentaires dans un passé récent, où une nourriture adéquate est disponible et où la plupart de la population a accès à cette nourriture.

Une autre définition serait qu'un pays est en sécurité alimentaire lorsque tous les individus du pays y sont. Cependant, cette définition, aussi solide et claire soit-elle, exclurait pratiquement tous les pays du monde. Il est utile d'avoir une définition moins extrême qui nous permette de faire la distinction entre, par exemple, les États-Unis dont la plupart des gens se sentiraient en sécurité alimentaire et un pays comme le Mali. Dans la définition donnée ci-dessus, les changements dans la sécurité alimentaire peuvent être identifiés au fil du temps par la hausse des prix. Ceux-ci toucheront d'abord les plus pauvres, car ils consacrent une plus grande partie de leurs revenus à l'alimentation. L'absence de déséquilibre entre la demande alimentaire et l'offre alimentaire ne signifie pas que tous les ménages du pays sont en sécurité alimentaire. Cela signifie que s'ils souffrent d'insécurité alimentaire, c'est parce qu'ils n'ont pas droit à la nourriture, ce que les économistes appelleraient une demande effective. Ils n'ont aucun moyen d'exprimer pleinement leur besoin de nourriture sur le marché.

4.2.1. Niveau national

Il y a des pays où l'offre alimentaire globale est clairement insuffisante pour répondre aux besoins de ses citoyens, même si elle a été entièrement distribuée en fonction de ce besoin, plutôt qu'en fonction des droits ou de la demande du marché. L'économiste voudra peut-être identifier les pays dans cette situation extrême, sans en aucun cas vouloir laisser entendre que d'autres pays, qui n'entrent pas dans cette catégorie, assurent la sécurité alimentaire de tous ses citoyens. Au niveau national, nous sommes en situation d'équilibre du point de vue des disponibilités lorsque les besoins (B) de l'ensemble de la population sont égaux à la production domestique (PD) diminuée des pertes (PT) et des ventes à l'exportation (EX) et compte tenu des variations des stocks (ST) augmentés des importations commerciales (IM) constituées d'achat sur le marché international) et le cas échéant de l'aide alimentaire (AA). Cet équilibre se traduit mathématiquement par l'équation suivante :

$$B = PD - (PT + EX) + ST + IM + AA$$

4.2.2. Niveau des ménages

Le niveau de sécurité alimentaire du ménage est probablement le plus important pour l'économiste, dans la mesure où le ménage est l'unité économique de base qui détermine le niveau de consommation de l'individu. Dans la plupart des analyses, il existe une présomption selon laquelle le revenu vient au ménage dans son ensemble, les décisions d'allocation des ressources sont prises au niveau du ménage et la consommation du ménage est répartie entre ses membres en fonction des besoins des individus. Dans la littérature économique, le ménage constitue la base sur laquelle l'activité économique est organisée. Au niveau ménage, un

équilibre de disponibilité alimentaire est atteint lorsque les besoins annuels (B) sont égaux à la somme de la production domestique annuelle (PD) diminué des pertes (PT) des ventes (V) auxquels on ajoute la variation des stocks (ST) et des achats (A) de denrées alimentaires. Cet équilibre se traduit mathématiquement par l'équation suivante :

$$B = PD - PT + ST - V + A$$

Ensuite, une situation d'équilibre d'accès aux disponibilités alimentaires d'un ménage résulte de l'égalité entre les capacités économiques (revenus monétaires, épargne et droits) du ménage et ses divers besoins. Ces capacités doivent couvrir la valeur commerciale des besoins alimentaires satisfaits par les marchés pour obtenir au niveau national l'équilibre en matière d'accès pour tous les ménages aux biens alimentaires.

Cet équilibre se traduit mathématiquement par l'équation suivante :

$$CE = \sum_{d=1}^n [(BA - AC) * PR] + DNA$$

Avec (CE) la capacité économique du ménage, (BA) le besoin alimentaire, (AC) l'auto consommation, (PR) le prix à la consommation de la denrée, (DNA) les dépenses non alimentaires et d les denrées.

La possibilité pour les ménages de disposer en permanence d'une alimentation suffisante pour être en bonne santé et mener une vie active et saine suppose que les disponibilités alimentaires existent et qu'ils puissent se les procurer. Les revenus et la production alimentaire varient davantage au niveau des ménages et des régions qu'à celui d'un pays. Cependant, la croissance de l'offre nationale ne constitue pas la condition suffisante pour permettre aux ménages d'atteindre la sécurité alimentaire.

4.2.3. Niveau individuel

La définition de la sécurité alimentaire est beaucoup plus simple. Un individu est en sécurité alimentaire si sa consommation alimentaire est toujours supérieure à ses besoins, tels que définis par les besoins physiologiques. La consommation est déterminée par l'allégation de l'individu sur les ressources alimentaires du ménage. Cela peut être affecté par les revenus et les actifs individuels, ou par la position de l'individu dans le ménage. Il est certainement inhabituel que la part d'un individu dans la consommation alimentaire des ménages soit déterminée uniquement par les besoins. Il est clair que la sécurité alimentaire à un niveau n'implique pas la sécurité alimentaire à un niveau d'agrégation inférieur.

Un pays en situation d'insécurité alimentaire contiendra presque certainement des groupes de population en sécurité alimentaire, et de nombreux pays en situation de sécurité alimentaire au

niveau national contiendront des groupes de population souffrant d'une grave insécurité alimentaire. La sécurité alimentaire au niveau du ménage n'implique pas que tous les membres du ménage sont en sécurité alimentaire. Un ménage en situation d'insécurité alimentaire peut également contenir des membres en sécurité alimentaire. Il est important d'identifier la nature et le niveau des problèmes d'insécurité alimentaire, comme première étape dans l'élaboration d'une stratégie appropriée pour renforcer la sécurité alimentaire. Bien que certains problèmes des ménages puissent être résolus au niveau national et que certains problèmes au niveau national répondront à une augmentation des droits des ménages, l'interaction entre les différents niveaux de sécurité alimentaire est essentielle pour concevoir une réponse efficace.

Tableau N°2 : liens entre les différents niveaux d'analyse selon la Banque mondiale

Sécurité Alimentaire	Niveaux	Insécurité Alimentaire
	National	
Offre > Demande	lien : marché/distribution publique	Offre < Demande
	Ménages	
Demande > Besoins	liens : relations internes au ménage	Demande < besoins
	Individus	
Consommation > Besoins		Consommation < besoins

Source : Banque Mondiale ; 1989

5. Analyse de de la sécurité alimentaire selon la théorie économique

Il est généralement admis que l'alimentation est l'un des premiers besoins de l'homme et la production agricole l'une des premières activités de l'humanité. Ce qui justifie beaucoup de débats autour de l'agriculture et de l'alimentation dans la littérature économique. A cet effet, la question alimentaire est traitée spécialement dans la théorie économique depuis les premiers économistes (les mercantilistes). En effet, une certaine spécificité est accordée au problème alimentaire et découle des différents courants de la pensée économique. Ce caractère spécial repose sur les conditions de satisfaction des besoins alimentaires des nations, sur l'enjeu de l'indépendance alimentaire, et enfin sur les causes de la faim dans le monde.

5.1. Analyse des besoins alimentaires selon la théorie économique

Pour les mercantilistes (les premiers économistes), l'un des objectifs essentiels de toute nation est de garantir régulièrement et substantiellement à sa population un approvisionnement alimentaire régulier. Aussi, les libéraux à l'instar d'Adam Smith, ont fait la même analyse selon laquelle qu'aucune société ne peut être florissante et heureuse, si la majorité de ces membres est misérable. Les courants de pensée économique reconnaissent le caractère fondamental de la satisfaction des besoins alimentaires, mais n'arrivent pas à trouver un accord sur les modalités d'une telle satisfaction.

5.1.1. Analyse de la sécurité alimentaire selon le courant mercantiliste

Pour les premiers mercantilistes, il est fondamental que l'État veille au bon approvisionnement alimentaire des populations ainsi qu'aux bas prix de marché. Ils ont analysé le blé d'abord comme un bien de subsistance avant de le considérer comme une marchandise. Pour garantir un prix à la portée de tous et donc une satisfaction des besoins alimentaires, l'État doit constamment surveiller et encadrer les marchés et même intervenir s'il y a lieu. L'État remplit cette mission par l'intermédiaire de stocks publics qui ont pour objectif la stabilisation des prix. À cet effet, Bodin propose « d'avoir dans chaque ville un grenier public (...) on ne verrait jamais la cherté si grande qu'elle soit, car outre le fait qu'on aurait provision pour les mauvaises années, on retrancherait les monopoles des marchands de blé... ». Ainsi, une gestion publique des réserves de même qu'un contrôle du commerce du blé permet d'avoir un prix juste.

Les mercantilistes proposent aussi à côté de cette intervention étatique, une réduction de la circulation des céréales à l'extérieur de la nation et donc d'empêcher toute sortie du territoire des produits agricoles. « La France ne fut jamais affamée c'est-à-dire qu'elle a richement de quoi nourrir son peuple quelque mauvaise année qui survienne, pourvu que l'étranger ne vide nos granges ». Aussi, le commerce extérieur n'est autorisé que si le pays est bien approvisionné. De telles politiques alimentaires ne sont pas l'apanage des mercantilistes, on les retrouve également chez Galiani, Linguet, Mably, Steuart, Bentham et Malthus (bien que ces derniers fassent partie du courant libéral) et Boisguilbert. Ce dernier souligne la dimension incompressible de la demande alimentaire dans la mesure où elle correspond à des besoins vitaux. En conséquence, la demande en produit alimentaire est constamment sous tension, elle est d'autant plus accentuée que la pression démographique sur les ressources alimentaires s'exerce sans répit et augmente les prix.

Cette spécificité se retrouve aussi dans l'offre de produits agricoles et cela à cause de son caractère rigide et incontrôlable du fait des aléas climatiques. Ainsi, l'offre alimentaire d'une

nation peut fluctuer entre surproduction et pénurie. Pour Boisguilbert en 1966, le marché des produits alimentaires obéit à des lois spécifiques en raison des contraintes qui pèsent sur l'offre et la demande. Sur ce marché, les informations sont souvent erronées et asymétriques de ce fait il y règne un climat de désordre et de spéculation rendant difficile la stabilité des prix. Donc indépendamment de l'état de la récolte, le marché produit à des prix élevés. On comprend mieux alors pourquoi Boisguilbert cautionne la mise en place de greniers publics. Contrairement aux mercantilistes, il est favorable au commerce extérieur des produits alimentaires car il permet selon lui de réduire les effets négatifs des anticipations auto-réalisatrices des agents économiques. La conception de l'État nourricier à travers la mise en place de stocks prônés par les mercantilistes, Boisguilbert, Malthus entre autres est remise en cause à partir du XVII^{ème} siècle par les libéraux qui proposent comme réponse aux problèmes de l'alimentation : le marché autorégulateur et de considérer le produit alimentaire comme n'importe quelle marchandise.

5.1.2. Analyse de la sécurité alimentaire selon le courant libéral

Le marché étant une institution économique et sociale qui coordonne les décisions individuelles des offreurs et des demandeurs, les libéraux estiment que la meilleure façon d'assurer un bon approvisionnement alimentaire des populations est de laisser faire le marché avec une harmonisation de ce dernier à travers les ajustements par les prix et les salaires. Cela signifie qu'il faut laisser circuler librement les produits alimentaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays sans que l'État ne réglemente le fonctionnement du marché comme l'exige les mercantilistes. Pour apaiser les inquiétudes des populations face à cette libéralisation des échanges des produits alimentaires, les libéraux se fondent sur leurs spécificités.

D'abord, ces produits alimentaires étant renouvelables, leur abondance est assurée. C'est pourquoi Dupont de Nemours parlent de « richesses renaissantes ». Le secteur des produits agricoles est ainsi analysé comme une génération et non une simple addition de richesses que multiplie la terre nourricière et qui s'assimile à un véritable don gratuit de la nature selon les physiocrates. De plus, le caractère volumineux et périssable des produits alimentaires les rend difficilement transportables par rapport aux autres marchandises. Ainsi, les échanges avec l'étranger ne concernent qu'une faible partie de la production nationale. Par conséquent, les inquiétudes des populations face aux dangers du commerce extérieur des produits alimentaires n'ont ainsi aucune raison d'être. Cette analyse libérale du marché agricole est remise en cause.

5.1.3. Critique de l'analyse libérale de la sécurité alimentaire

Les mercantilistes rejettent totalement les arguments avancés par les libéraux et demandent une politique alimentaire active et volontaire. Ils mettent en avant le fait que même si l'ajustement prix salaire est possible, il exige quand même un délai assez long préjudiciable aux populations. De plus, la cupidité étant le principe, la fin et l'âme même du commerce, elle suppose le comportement de spéculateur des agents économiques responsables de l'approvisionnement, alors que les besoins alimentaires ne peuvent être différés. Enfin, le caractère relatif du commerce extérieur est remis en cause par les antilibéraux par le fait que l'exportation d'une petite quantité des biens alimentaires du territoire fait évoluer considérablement les prix.

La recherche de solutions aux problèmes alimentaires a ainsi opposé les théoriciens notamment les libéraux et les partisans de l'interventionnisme étatique. Ce débat qui s'est poursuivi tout au long du XIX^e siècle n'avait pas perdu de sa vigueur à la fin du XX^e siècle quand on pense à la manière dont les problèmes alimentaires du tiers monde sont abordés. Dans son analyse de la spécificité du fait alimentaire, la théorie économique s'est toujours intéressée à l'objectif d'indépendance alimentaire.

5.2. Analyse de l'indépendance alimentaire selon la théorie économique

L'indépendance alimentaire dans la théorie économique est analysée à travers le temps et le courant protectionnisme.

5.2.1. Objectif d'indépendance ou autosuffisance alimentaire

Les Etats et les économistes ont toujours revendiqué l'indépendance alimentaire. À cet effet, ils accordent une place spéciale à la production alimentaire. Ainsi, la nourriture étant octroyée généreusement par le milieu rural, d'après les premiers économistes un pays qui a la chance de bénéficier d'un tel avantage doit tout faire pour le conserver. Cependant, tout pays qui dispose de la capacité naturelle de produire ce dont il a besoin sans obligation d'acheter à l'extérieur est tenu de le faire. Il existe également une raison politique : l'autosuffisance alimentaire. En effet, l'autosuffisance alimentaire permet d'éliminer la dépendance vis à vis des pays étrangers. Dans cette logique, les théoriciens semblent avoir trouvé un consensus sur le caractère essentiel de l'indépendance alimentaire. Cependant, cet accord n'est plus de mise dès lors qu'il s'agit d'analyser les coûts et les modalités de cette indépendance.

5.2.2. Analyse de l'indépendance alimentaire selon les mercantilistes

Pour assurer l'objectif d'indépendance alimentaire, les mercantilistes défendent l'idée selon laquelle il faudrait limiter les exportations par des taxations élevées des produits alimentaires à la sortie du pays. Cette politique fut appliquée en Angleterre avec l'application des corns laws

au XV^{ème} siècle. Les politiques des Tudors et des Stuarts autorisaient le commerce extérieur des produits alimentaires seulement en période d'abondance et à condition que ces échanges ne conduisent pas à une hausse artificielle des prix alimentaires. La France a appliqué les mêmes politiques pendant la même époque. Cette politique d'interventionnisme était également défendue au XVIII et XIX^{ème} siècle par des économistes comme Thomas Robert Malthus qui sont favorables à l'application des corns laws.

5.2.3. Analyse de l'indépendance alimentaire selon les physiocrates

Les physiocrates vont défendre une solution tout à fait contraire à ceux des mercantilistes et qui va se révéler très impopulaire. Ainsi, ils affirment que le libre commerce des céréales est le seul moyen d'assurer l'indépendance alimentaire, et à cet effet furent les précurseurs des mesures de libéralisation des années 1763 et 1764. Selon la théorie physiocrate, l'agriculture est le seul moteur de richesse et tout doit être mis en œuvre pour favoriser son indépendance. Le bien alimentaire doit répondre à un impératif de rentabilité car n'étant plus considéré comme un simple bien de subsistance mais comme une marchandise qui a un prix même s'il doit également satisfaire les besoins populaires. Etant donné que, le peuple réclame toujours une alimentation à bon marché sans se préoccuper des conditions de production.

Pour Quesnay en 1758, il n'y a pas de contradiction entre abondance et cherté. Il faudra concentrer les efforts sur les conditions de production, et non sur les conditions de distributions donc favoriser l'agriculture marchande en fournissant à la terre les capitaux nécessaires à sa productivité. Seul le bon prix est en mesure de régler les problèmes d'approvisionnement alimentaires. Le bon prix doit permettre à l'agriculteur de se dédommager et de récupérer ses avances ce qui l'incitera à continuer à produire et en plus grande quantité car un résultat financier négatif n'est point encourageant. La liberté du commerce doit être totale pour favoriser l'apparition d'un bon prix. Selon les physiocrates, cette liberté du commerce loin de remettre en cause l'objectif d'indépendance alimentaire la renforce. En effet, même si le libre échange permet un prix au producteur plus grand par la vente à l'extérieur de l'excédent, les quantités échangées sont faibles car plus le commerce extérieur est libre moins il y a d'échange. En résumé, il y a un objectif d'indépendance alimentaire largement partagé et qui tient en grande partie à la qualité intrinsèque des biens agricoles, soit en tant que biens de subsistance pour les uns, soit en tant que marchandises source unique d'enrichissement pour les autres. Cependant, les moyens d'atteindre cet objectif sont en totale opposition. Tout en partageant la thèse que l'Etat doit nourrir son peuple, les physiocrates ont plus considéré les produits agricoles comme une marchandise que comme un simple bien alimentaire. Dans une certaine

mesure, ils ont contribué à orienter la question agricole vers les problèmes de la production et non plus vers ceux de la consommation et de l'approvisionnement des marchés. La théorie économique toujours dans cette spécificité qu'elle accorde au problème alimentaire après s'être intéressée à la manière dont les besoins alimentaires doivent être satisfaits et aussi à l'enjeu de l'objectif d'indépendance alimentaire s'est aussi penchée sur les causes de la faim dans le monde.

5.3. Analyse des causes de la faim selon la théorie économique

Il existe deux grands courants d'analyse des causes de la faim dans la littérature économique. La première est l'œuvre de Thomas Robert Malthus, la seconde plus contemporaine est l'œuvre d'Amartya Sen.

5.3.1. Analyse des causes de la faim selon Malthus

Malthus (1766-1834), fut le premier à analyser les causes de la faim dans la littérature économique. Dans sa quête des voies et moyens pour parvenir au bien-être de la population, Malthus a donné une réflexion sur les relations entre population et subsistance. Ainsi, dans son essai sur le principe de population en 1798, il affirme que l'être humain comme tout être vivant n'échappe pas une tendance naturelle qui est d'accroître son espèce plus que ne le permet la nourriture à sa portée. En effet, ce dernier affirme que lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle quelconque, elle croît de période en période de manière géométrique, alors que les moyens de subsistance dans les conditions les plus favorables à l'industrie ne peuvent croître plus rapidement que selon une progression arithmétique. Cette situation a donc pour conséquence de creuser l'écart entre les besoins et les disponibilités alimentaires.

Pour éviter les situations catastrophiques qui en découleront nécessairement, Malthus préconise des freins préventifs à l'accroissement de la population. Ainsi, l'éducation et la raison peuvent encourager les hommes à avoir moins d'enfants de manière à pouvoir les élever le mieux possible. Toujours dans cette optique de freins préventifs, Malthus considère que l'avortement qui bien qu'étant un vice pour lui, est à même de limiter la population. À cet effet, il préconise aussi des freins actifs à l'accroissement de la population notamment les guerres, les famines, les maladies qui abaissent durablement le nombre d'hommes à un niveau compatible à celui des vivres. À travers cette thèse, Malthus considère que la surpopulation est la cause principale de la faim dans le monde. Cette thèse malthusienne a été la source d'inspiration de nombreuses analyses tout comme elle fut l'objet de nombreuses controverses. Dans plusieurs rapports célèbres tels que celui sur les limites de la croissance, Club de Rome en 1972, l'état de la planète, Rapport Annuel du World Watch Institute, les analyses pessimistes

de Malthus ont été reprises pour affirmer que la croissance démographique conjuguée à la croissance des activités humaines c'est-à-dire l'agriculture industrielle sont de nature à épuiser les ressources naturelles et à menacer l'avenir des générations futures. Les analyses Malthusiennes ont mis en évidence, à une certaine époque, la gravité des situations agricoles due à la surpopulation dans certaines localités. Toutefois, elles ont été démenties par les faits au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. En effet, dans certaine région du monde, la croissance des produits alimentaires a été plus rapide que celle des besoins des populations.

5.3.2. Analyse des causes de la faim selon Amartya Sen

La deuxième analyse des causes de la faim est l'œuvre d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998. Il fut l'un des plus grands contradicteurs de Malthus. Selon, lui le ratio disponibilité alimentaire/population si cher à Malthus ne suffit pas pour expliquer la faim dans le monde. Pour illustrer son point de vue, Sen montre que dans plusieurs grandes famines notamment celles de Bengale en 1943, de Bangladesh en 1974 etc, les disponibilités alimentaires par personne ne sont pas en baisse et parfois même elles sont plus importantes que dans les périodes sans famines. Malgré cela, tout un groupe de la population a vu ses capacités d'accès à la nourriture baisser dramatiquement. Ce que Sen appelle « entitlement ». Ainsi, au Bengale les pêcheurs, les ouvriers et les transporteurs ont subi en 1943 une baisse de leur capacité d'accès au riz qui constitue leur alimentation de base parce que leur pouvoir d'achat avait baissé.

Cette situation peut s'expliquer par le fait qu'en cette période de seconde guerre mondiale, l'intensité de l'activité économique à Calcutta a entraîné une augmentation des revenus, ce qui est à l'origine d'une augmentation de la demande de consommation urbaine entraînant une envolée des prix du riz. Donc, au Bengale on assiste à un paradoxe qui est l'existence d'une famine dans un contexte de boom économique. Au Bangladesh, les familles paysannes furent touchées par la famine à cause des inondations qui ont emporté leurs récoltes. Ce qui apparaît de prime abord des travaux de Sen et qui est largement reconnue par les instances internationales, c'est que la pauvreté est la cause principale de la faim dans le monde. Dès lors, un certain nombre de politiques publiques sont préconisées pour réduire la pauvreté et partant de là contre la famine dans le monde.

Conclusion

En somme, la sécurité alimentaire est essentielle pour que tous les individus d'une société puissent être en santé et développer leur plein potentiel, peu importe leur origine, leur âge, leur sexe, leur classe sociale, etc. Viser la sécurité alimentaire permet d'améliorer **la santé et le bien-être** des citoyens et de progresser vers un mieux-être collectif par ricochet le

développement. Actuellement, les ressources alimentaires mondiales sont suffisantes pour nourrir tous les habitants de la planète malgré le niveau actuel du réchauffement climatique. Il est clair que le problème de la faim et du manque d'aliments découle de nos décisions politiques et de nos choix de société. Se mobiliser contre l'insécurité alimentaire avec les personnes qui en souffrent relève d'une responsabilité à la fois personnelle et collective.

La spécificité de la sphère alimentaire est une caractéristique commune des œuvres majeures et fondatrices de l'économie politique. Elle repose à la fois sur des qualités intrinsèques reconnues aux produits agricoles, sur les comportements des agents économiques à leur égard, notamment en matière d'offre et de demande, sur des analyses de formation des prix et de fonctionnement des marchés originales et inédites. Ce traitement d'exception dans la théorie économique ne débouche pas pour autant sur des interprétations consensuelles mais sur des analyses souvent contradictoires, donnant naissance à des débats théoriques et à des débats de politique économique riches, complexes et stimulant les avancées scientifiques.

Ces analyses historiques tendent également à éclairer les fondements des positions contemporaines sur le statut réservé au fait alimentaire, dont la défense n'est pas toujours bien comprise, en particulier par les instances internationales. Ce corpus théorique permet enfin de ne pas oublier sans doute l'essentiel, à savoir que si les produits agricoles sont des marchandises, ils doivent répondre aussi à des besoins vitaux. Sur ce point, la dimension politique du problème ne peut être occultée, y compris aujourd'hui, car elle irrigue toutes les questions contemporaines concernant le problème de la pauvreté massive dans le tiers monde, l'usage de l'arme alimentaire, la nécessaire planification des besoins et de la production pour nourrir la planète.

BIBLIOGRAPHIE

- Ivica, P. (2017), *Global food security and development aid*. Routledge. New York.PP. 221.
- Balandier, G. (1974), *Anthropo-logiques*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Balandier, G. (2001), *Le Grand Système*, Paris, Éditions Fayard
- Clay, E. (2012). *Trade Policy Options for Enhancing Food Aid Effectiveness*, Issue Paper n°41, ICTSD Programme on Agricultural Trade and Sustainable Development, Geneva, May, 34 p.
- Clément, A. (2000). *La spécificité du fait alimentaire dans la théorie économique. Les fondements historiques et les enjeux*, Varia 07, Ruralia.
- Diagne, R. (2013) : « Sécurité alimentaire et libéralisation agricole », Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Nice Sophia Antipolis.
- De Boisguilbert, P (1707), *Traité de la nature, culture, commerce et intérêt des grains...*, ouv. cité, volume 2, pp. 848-849.
- FAO. (2004a). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004, Suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire*, Rome, 43 p.
- Gérard, A. & Dillon, J C. (1993), *La sécurité alimentaire en Afrique, Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Editions Karthala.
- Gibson, R.S. (1990), *Principes de l'évaluation nutritionnelle*, Oxford University Press, Oxford.
- Gittinger, J.P et al., (1987), *Politique alimentaire : intégration de l'offre, de la distribution et de la consommation*, Banque mondiale, Washington DC
- GTZ. (1993), *Gestion et effets des interventions d'aide alimentaire en Ethiopie*, Eschborn.
- Gulhati, R. (1990), *The Making of Economic Policy in Africa*, Institut de développement économique de la Banque mondiale, Washington DC.
-
- Huddleston, B. (1990). *Approche globale et méthodologie de la FAO pour la formulation des programmes nationaux de sécurité alimentaire dans les pays en développement*, Bulletin IDS, vol. 21, no 3.
- Heidhues, F. Atsain, A. Nyangito, H. Padilla, M. Ghersi, G. Le Vallée, J.C. (2004), *Development Strategies and Food and Nutrition Security in Africa*. Washington: IFPRI, 60 p.
- Malassis, L. (1979), *Economie agroalimentaire*, Cujas, Paris.
- Maxwell, S. & Frankenburger,T. (1992), *Household Food Security: Concepts, Indicators, Measurements*, UNICEF and IFAD, New York and Rome

Norton, R. (1992), Integration of Food and Agricultural Policy with Macroeconomic Policy: Methodological Considerations in a Latin American Perspective, FAO Economic and Social Development Paper 111, Rome.

Kouyate, S. & Sy, B. (2000), Cours d'économie agricole , Bamako, FSEG.

Sidibé, M. A. & Camara, M. (2021), Effet de la crise au Sahel sur la sécurité alimentaire : Cas du Mali, Revue des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et Sociales (REMES), Vol 6-Numéro 1(2021). Pp 167-187.

Voyé, L. (2008), Présentation du texte de Georges Balandier « Phénomènes sociaux totaux et dynamique sociale », SociologieS.

Sites consultés

[https : // www.foodsec.org](https://www.foodsec.org)

[https: // www-bin](https://www-bin)

[https : //www.ministere-agricultutre.gouv.ml](https://www.ministere-agricultutre.gouv.ml)

[https:// www.un.org](https://www.un.org)

[https:// www.unhcr.org](https://www.unhcr.org)